

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 12/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARCELLES ENERGIE

2 Allée des Moulineaux
92130 Issy-Les-Moulineaux

Références : ud95-2024-0857

Code AIOT : 0006506138

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2024 dans l'établissement SARCELLES ENERGIE implanté 3 allée de Chantereine, bordure de la nationale 16, 95200 Sarcelles. L'inspection a été annoncée le 03/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARCELLES ENERGIE
- 3 allée de Chantereine, bordure de la nationale 16, 95200 Sarcelles
- Code AIOT : 0006506138
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La chaufferie SARCELLES ÉNERGIE est située 3 allée de Chantereine à SARCELLES.

Le réseau de chaleur de la commune est alimenté par :

1. l'usine d'incinération d'ordures ménagères (UIOM) de IHESTIA qui produit de l'eau surchauffée ;
2. la chaufferie SARCELLES ENERGIE dont le rôle est l'appoint - secours du réseau.

La chaufferie appartient à la société SARCELLES ENERGIE, filiale de DALKIA. Il ne s'agit pas d'une délégation de service public.

Le réseau comporte 14 km de réseau haute pression et 47 km de réseau basse pression. Il alimente entre 17 000 et 18 000 logements. Les clients sont alimentés en basse pression.

Le site dispose de 5 chaudières, d'une turbine à gaz et d'un groupe électrogène assurant la production d'électricité en cas de besoin. La turbine à gaz fonctionne en cogénération en produisant également de l'électricité.

5 personnes travaillent sur le site qui fonctionne de 08h à 12h et de 13h30 à 17h du lundi au vendredi. Le week-end une personne d'astreinte vient faire l'auto-contrôle des chaudières.

La période de chauffe s'étend généralement du 15 octobre au 15 mai.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan de gestion des périodes hors périodes normales de fonctionnement	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 2.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	4 mois
2	Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 9.2.1.1	/	Demande d'action corrective	4 mois
6	Risques accidentels – Procédures sur la conduite des installations première partie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 61	/	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
7	Risques accidentels – Procédures sur la conduite des installations deuxième partie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 61	/	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
14	Mise en œuvre des recommandations indiquées dans la FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Risques chroniques, Valeurs limites de concentration en auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 3.2.4	Sans objet
4	Risques chroniques, Valeurs limites des flux de polluants rejetés	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 3.2.5	Sans objet
5	Risques chroniques, Contrôle des rejets canalisés par un organisme agréé	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31.II	Sans objet
8	Risques accidentels – Tuyauterie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62	Sans objet
9	Risque chronique – Vanne d'isolement	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 4.2.4.1	Sans objet
10	Risque chronique – Bilan quadriennal des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 9.4.3	Sans objet
11	Fourniture FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)	Sans objet
12	Langue FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5	Sans objet
13	Coordonnées fournisseur FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.3	Sans objet
15	Étiquetage CLP	Règlement européen du 31/12/2008, article 17	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé 5 non-conformités et 1 remarque.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de gestion des périodes hors périodes normales de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 2.5
Thème(s) : Situation administrative, Plan de gestion des périodes hors périodes normales de fonctionnement
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2022 <p>---</p> <p>Constat de la visite d'inspection du 23/05/2022 :</p> <p>L'exploitant indique ne pas encore disposer de ce plan. Il indique également avoir entamé les démarches auprès de prestataires pour la réalisation de ceux-ci (société Fuji pour la cogénération, société Solstice pour les chaudières). et les rencontrer le 09/06/2022.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu d'établir un plan de gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement conforme à la meilleure technique disponible (MTD 10) de la décision d'exécution n°2017/1442 du 31 juillet 2017. Ce plan est à transmettre à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er août 2021.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que le plan de gestion OTNOC (Other Than Normal Operating Conditions) est en cours de rédaction. La baie d'analyse de la partie « chaufferie » va être changée (livraison prévue durant le mois de décembre) et la baie d'analyse de la partie « cogénération » va subir un revamping pour intégrer notamment la mesure des émissions OTNOC (intervention prévue en même temps que l'installation de la nouvelle baie d'analyse).</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection le plan de gestion OTNOC. Ce plan est composé :</p> <ul style="list-style-type: none">- Définition des différentes périodes :<ul style="list-style-type: none">• P1 : Périodes de démarrage et d'arrêt – Cela n'est pas encore paramétré puisque l'exploitant attend la nouvelle baie d'analyse. Aujourd'hui, les données ne sont pas exploitables.• P2 : Périodes d'indisponibilités soudaines et imprévisibles du combustible – En cas d'indisponibilité du gaz, l'exploitant passerait au fioul. Pour le moment, ce changement n'est pas encore paramétré (bouton manuel),• P3 : Périodes de panne ou de dysfonctionnement d'un dispositif de réduction des émissions – L'installation n'est pas concernée puisqu'elle ne possède pas ce dispositif,• P4 : Périodes d'essais, de réglage, de réparation et de maintenance – Le paramétrage n'a pas encore été réalisé (bouton manuel).- Conception des systèmes jouant un rôle dans les OTNOC (pour les chaudières et la turbine),

- Plan de maintenance préventive,
- Vérification et relevé des émissions causées - Un revamping est prévu à la suite du remplacement des deux baies d'analyse (celle des chaudières et de la turbine).
- Évaluation périodique.

L'inspection constate que l'élaboration du plan de gestion OTNOC est en cours et qu'il reste notamment des paramétrages à réaliser au vu du changement des baies d'analyses des chaudières et de la turbine. **La non-conformité de la précédente inspection n'est pas levée.**

Non-conformité : L'exploitant est tenu d'établir un plan de gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement conforme à la meilleure technique disponible (MTD 10) de la décision d'exécution n°2017/1442 du 31 juillet 2017.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 9.2.1.1			
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques			
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme d'autosurveillance des émissions de polluants qui reprend a minima les dispositions précisées ci-après.			
Cheminées	Chaudières 1 à 5 au gaz naturel	Cogénération - 6	Chaudières 1,4 et 5 au fioul domestique
SO ₂	Mesure semestrielle et estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles	Mesure semestrielle et estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles	Mesure semestrielle et estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles
NO _x	Mesure en continu	Mesure en continu	Mesure en continu
CO	Mesure en continu	Mesure en continu	Mesure en continu
COV, HAP, métaux	-	-	Mesure périodiques annuelle
Température, pression, vapeur d'eau, O ₂	Mesure en continu	Mesure en continu	Mesure en continu
Débit	Mesure en continu de la consommation de combustible selon la norme EN ISO 16911-1-2013	Mesure en continu de la consommation de combustible selon la norme EN ISO 16911-1-2013 ou mesure ponctuelle par un organisme de contrôle	
Constats : En 2024, les chaudières n'ont fonctionné qu'avec du gaz. Aucune des mesures et fréquences liées au fonctionnement des chaudières au fioul n'a été réalisée, en particulier les COV, HAP et métaux. Lors de la visite, la chaudière n°1 était la seule en fonctionnement. Le réfractaire de la chaudière n°5 est endommagé/fracturé. Sur l'application GIDAF, l'inspection a consulté les analyses des rejets atmosphériques réalisées sur l'année 2024. L'exploitant indique que l'analyseur A1, qui gère les mesures des chaudières n°1, 4 et 5, s'est mis en défaut durant le mois d'avril et le mois de juin 2024. Par conséquent, aucune mesure n'a pu être réalisée pour les chaudières n°1 et 5 durant ces périodes.			

L'exploitant prévoit donc de remplacer la baie d'analyse. L'exploitant a fourni à l'inspection un bon de commande en date du 1 juillet 2024 réalisé par la société FUJI ELECTRIC FRANCE SA. La livraison est prévue en décembre 2024.

Outre les problématiques de l'analyseur A1, les mesures des paramètres suivants sont réalisées conformément à l'arrêté préfectoral du 09 juillet 2020 : CO, NOx, O₂, débit, température, pression et H₂O.

Par ailleurs, les résultats des mesures (cf. fiche n°3) sont conformes, ce qui est de nature rassurante quant à cette absence de mesure.

Non-conformité : L'exploitant doit être en mesure de réaliser à la fréquence établie à l'article 9.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 09 juillet 2020 la surveillance de ses rejets atmosphériques pour les chaudières n°1 et 5. L'inspection a identifié que l'exploitant a engagé des actions correctives.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Risques chroniques, Valeurs limites de concentration en auto surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de concentration en auto surveillance

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ à 3 % pour les conduits 1 à 5 (combustibles liquides ou gazeux)
- à une teneur en O₂ à 15 % pour les conduits 6 (turbine à gaz) et 7 (groupe électrogène)

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec.

Paramètres	Conduits 1 à 5 (gaz naturel)			Conduits 1, 4 et 5 (fioul domestique)			Conduit 6 (gaz naturel)			Conduit 7 (fioul domestique)		
	Journalière	Mensuelle et/ou périodique	Annuelle	Journalière	Mensuelle et/ou périodique	Annuelle	Journalière	Mensuelle et/ou périodique	Annuelle	Journalière	Mensuelle et/ou périodique	Annuelle
Poussières	/	5	/	/	20	/	/	5	/	/	/	/
SO ₂	/	5	/	/	170	/	/	5	/	/	60	/
NO _x en équivalent NO ₂	110	100	100	/	150	/	38,5	35	35	/	/	/
CO	/	20	20	/	50	/	/	35	35	/	/	/
HAP ¹	/	0,1	/	/	0,1	/	/	0,1	/	/	/	/
COV _{NM} en ég C	/	10	/	/	50	/	/	/	/	/	/	/
HCl	/	/	/	/	10	/	/	/	/	/	/	/
HF	/	/	/	/	5	/	/	/	/	/	/	/
Métaux (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn) et leurs composés	/	/	/	/	5	/	/	/	/	/	/	/
Cd + Hg + Tl et leurs composés	/	/	/	/	0,05 par métal et 0,1 pour la somme	/	/	/	/	/	/	/
As + Se + Te et leurs composés	/	/	/	/	1	/	/	/	/	/	/	/
Pb et ses composés	/	/	/	/	1	/	/	/	/	/	/	/

Les valeurs limites définies pour le conduit 6 s'appliquent aux turbines fonctionnant à une charge supérieure à 70 %. Toutefois, si le fonctionnement normal d'une turbine comporte un ou plusieurs régimes stabilisés à moins de 70 % de sa puissance ou un régime variable, les valeurs limites définies au présent article s'appliquent à ces différents régimes de fonctionnement.

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Constats :

Sur l'application GIDAF, l'inspection a consulté les analyses réalisées sur l'année 2024.

Le seul dépassement constaté a eu lieu le 29 avril 2024 de 0h à 7h sur la chaudière n°3 pour le paramètre CO. D'après l'exploitant, la chaudière s'est retrouvée en bas régime à cause d'un manque d'oxygène. La chaufferie a été arrêtée à 7h20.

L'inspection considère que le dépassement a été géré au vu de la résolution du problème le jour même et de l'absence de dépassement par la suite.

L'exploitant indique que l'analyseur A1, qui gère les mesures des chaudières n°1, 4 et 5, s'est mis en défaut durant le mois d'avril et le mois de juin 2024. Par conséquent, aucune mesure n'a pu être réalisée pour les chaudières n°1 et 5 durant ces périodes.

Dans la mesure où l'exploitant a prévu de remplacer l'analyseur et que cette anomalie fait déjà l'objet d'une non-conformité (point de contrôle n° 2 : Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques), l'inspection ne conclut pas à une non-conformité pour ce point de contrôle.

L'inspection n'a pas vérifié les données concernant les poussières.

Les prescriptions contrôlées sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Risques chroniques, Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 3.2.5					
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des flux de polluants rejetés					
Prescription contrôlée : On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites présentées dans le tableau ci-dessous. Les flux annuels s'entendent pour la somme de tous les conduits et indépendamment du combustible utilisé.					
Flux par conduit	Conduits 1, 2, 4 et 5 (gaz naturel)	Conduits 1, 4 et 5 (fioul domestique)	Conduit 3 (gaz naturel)	Conduit 6	Flux annuel total autorisé (kg/an)
	Flux horaire (kg/h)	Flux horaire (kg/h)	Flux horaire (kg/h)	Flux horaire (kg/h)	
Poussières	0,1255	0,52	0,0635	0,277	1 255
SO ₂	0,1255	4,42	0,0635	0,277	1 255
NO _x en équivalent NO ₂	2,51	3,9	1,270	1,939	15 061
CO	0,502	1,3	0,254	1,939	9 539
HAP	0,00025	0,003	0,127	0,0055	25
COV _{NM} en ég C	0,2510	1,3	0,127	/	1 255
HCl	/	0,260	/	/	/
HF	/	0,130	/	/	/
Métaux (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn) et leurs composés	/	0,130	/	/	/
Cd + Hg + Tl et leurs composés	/	0,0013 par métal 0,0026 pour la somme	/	/	/
As + Se + Te et leurs composés	/	0,026	/	/	/
Pb et ses composés	/	0,026	/	/	/
Constats : L'exploitant a fourni les résultats de la campagne de mesures des rejets atmosphériques pour l'année 2023 réalisée par la société APAVE du 10 au 13 janvier. Les flux annuels sont conformes à l'arrêté préfectoral du 09 juillet 2020. Le respect des flux horaires, non calculé par l'exploitant, n'a pas été contrôlé. L'exploitant a informé l'inspection que la prochaine campagne de mesure aura lieu du 29 octobre au 05 novembre 2024. La prescription contrôlée est respectée.					
Type de suites proposées : Sans suite					

N° 5 : Risques chroniques, Contrôle des rejets canalisés par un organisme agréé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31.II
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets canalisés par un organisme agréé
Prescription contrôlée : II. L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à la section 1 du chapitre VI du présent titre par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.
Constats : L'exploitant a fourni les résultats de la campagne de mesures des rejets atmosphériques pour l'année 2023 réalisée par la société APAVE du 10 au 13 janvier. La société APAVE est agréé COFRAC. L'exploitant a informé que la prochaine campagne de mesure aura lieu du 29 octobre au 05 novembre 2024. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Risques accidentels – Procédures sur la conduite des installations (première partie)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 61
Thème(s) : Risques accidentels, Procédures sur la conduite des installations
Prescription contrôlée : I. - La conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) fait l'objet de consignes d'exploitation et de sécurité écrites qui sont rendues disponibles pour le personnel. Ces consignes prévoient notamment : - les modes opératoires ; - la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation ; - les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ; [...] - les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité ; - la conduite à tenir en cas d'indisponibilité d'un dispositif de réduction des émissions, tel que prévu à l'article 16 du présent arrêté. Ces consignes sont régulièrement mises à jour. II. - Sans préjudice des dispositions du code du travail, des procédures d'urgence sont établies et rendues disponibles dans les lieux de travail. Ces procédures indiquent notamment : [...] - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la conduite à tenir pour procéder à l'arrêt d'urgence et à la mise en sécurité de l'installation ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. [...] Ces procédures sont régulièrement mises à jour.
Constats : <u>I Conduite d'une installation</u> <u>1) Les modes opératoires</u> L'exploitant a fourni les procédures de démarrage et d'arrêt des chaudières et de la turbine. La prescription contrôlée est respectée. <u>2) Procédure de maintenance de l'installation et du contrôle des dispositifs de sécurité ainsi que de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation.</u> L'exploitant a présenté un « Tableau de Bord » lui permettant de suivre, pour l'ensemble des équipements de l'installation, les différents types de contrôle (réglementaire ou non), la période, la date du dernier contrôle, la date du prochain contrôle, les observations...

Ce « Tableau de Bord » comprend également les dispositifs de sécurité tels que les soupapes et les thermostats, et également des mesures pour prévenir les pollutions en effectuant, par exemple, le ramonage des cheminées.

L'exploitant fournit également la liste des maintenances de l'installation avec les périodes de réalisation.

La prescription contrôlée est respectée.

3) La conduite à tenir en cas d'indisponibilité d'un dispositif de réduction des émissions

L'exploitant indique que l'installation ne dispose pas de dispositif de réduction des émissions et donc ne possède pas de procédures.

La prescription contrôlée est respectée.

II Procédure d'urgence

Lors de la visite, l'inspection a constaté, dans le hall 1, que les « Consignes générales de sécurité dans les chaufferies et les sous-stations » rédigées par la société DALKIA ainsi que les « Consignes générales d'exploitation d'une chaufferie à combustibles gazeux » rédigées par la société DALKIA, sont affichées. Ces affiches comprennent des points de vigilance (bruits, pollution de l'air, étanchéité...) et des procédures en cas d'accident (chimiques, incendie, intoxication, électrisation...)

1) Les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie.

Lors de la visite, l'exploitant présente un « Guide opérationnel de gestion des situations d'alerte et de crise » (dans un classeur). Ce guide identifie les différents types de crises/risques ainsi que les procédures d'appel selon le type de crises/risques.

Dans un autre classeur, l'exploitant présente son « Plan d'intervention en cas d'incendie ». L'inspection constate que ce plan d'intervention est au milieu d'autres documents n'ayant aucun lien avec ce dernier et qui ne sont pas des procédures. Par exemple, l'inspection a pu trouver des bilans annuels.

Les affiches sur les « Consignes générales de sécurité dans les chaufferies et les sous-stations » ainsi que les « Consignes générales d'exploitation d'une chaufferie à combustibles gazeux » comprennent également des procédures en cas d'incendie :

- Procédure en cas d'explosion/incendie ;
- Procédure en cas de feu de cheminée.

Les prescriptions contrôlées sont respectées.

2) Les coordonnées et procédures d'appel en cas d'alerte

Le « Guide opérationnel de gestion des situations d'alerte et de crise » présente des procédures et les numéros de téléphone des personnes à appeler selon le type de crise.

La prescription contrôlée est respectée.

III Remarque générale

L'inspection s'interroge sur la compatibilité et la redondance des procédures. De plus, l'exploitant n'est pas en capacité de fournir une liste de ses procédures et ces procédures sont réparties à différents lieux du site et/ou mélangées à d'autres documents, ne permettant pas leur utilisation de manière optimale.

Non conformité : L'inspection demande une mise à jour et la vérification de la compatibilité des procédures à utiliser en cas d'incendie, ainsi que de lister l'ensemble des procédures de l'installation et de les réunir et/ou indiquer leurs emplacements.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Risques accidentels – Procédures sur la conduite des installations (deuxième partie)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 61
Thème(s) : Risques accidentels, Procédures sur la conduite des installations
Prescription contrôlée : [...] II. - Sans préjudice des dispositions du code du travail, des procédures d'urgence sont établies et rendues disponibles dans les lieux de travail. Ces procédures indiquent notamment : - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou inflammables ainsi que les conditions de rejet prévues au titre IV du présent arrêté ; [...] Ces procédures sont régulièrement mises à jour.
Constats : L'exploitant possède des procédures en cas de fuite d'une substance en provenance de l'installation : - Procédure en cas de fuite de gaz ; - Procédure en cas de fuite d'eau. L'inspection n'a pas constaté de procédure en cas de fuite/déversement accidentel de produits chimiques, en particulier la fermeture des vannes d'isolement. La prescription contrôlée n'est pas respectée. Non-conformité : L'exploitant n'a pas en sa possession de procédure indiquant les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou inflammables, conformément à l'article 61 de l'arrêté ministériel en date du 03 août 2018.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Risques accidentels – Tuyauterie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62
Thème(s) : Risques accidentels, Tuyauterie
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant veille au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit. II. - Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz combustible fait l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui est réalisée sous la pression normale de service. [...]
Constats : <u>1) Programme de contrôle de la tuyauterie.</u> L'exploitant a fourni son programme de contrôle de tuyauterie rédigé le 30 janvier 2020 par la société APAVE. L'attestation n°256 du programme de contrôle date du 01 janvier 2020 et est réalisée par l'APAVE. Le programme prévoit le contrôle de l'ensemble de la tuyauterie sur 10 ans. À ce jour, 38,7 % du contrôle a été réalisé. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué les lieux où les contrôles ont été réalisés. Les portions de tuyauterie contrôlées sont identifiées/marquées. La prescription contrôlée est respectée. <u>2) Dispositifs de contrôle et de réglage.</u> L'exploitant a fourni les procès-verbaux de contrôle et d'essai des deux thermostats et des deux pressostats relatifs. Le contrôle et l'essai ont eu lieu le 15 mai 2024. De plus, la société PRESTO a contrôlé la soupape des chaudières n°1 à 5 le 26 mars 2024. Elle a également réalisé le contrôle des trois déverseurs le 18 juin 2024. La prescription contrôlée est respectée. <u>3) Vérification annuelle d'étanchéité.</u> L'exploitant a fourni par courriel le 08/10/2024, le contrôle d'étanchéité des canalisations de gaz des cinq chaudières, du poste de détente de gaz et de la turbine. Ce contrôle a été réalisé par un technicien de la société du 16 au 17 mai 2024. Ce document conclut au bon état visuel, aux bons essais d'étanchéité ainsi que des bons essais des alarmes et asservissements. Aucun commentaire n'a été rédigé. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Risque chronique – Vanne d'isolement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 4.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Vanne d'isolement
Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toutes circonstances localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Lors de la visite du site, l'inspection a constaté la présence de 3 vannes d'isolement qui sont identifiées par un panneau et le sens d'ouverture/fermeture est indiqué sur le panneau. L'inspection a fait manipuler les vannes d'isolement n°1 et n°2 à l'exploitant. Elles étaient fonctionnelles. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Risque chronique – Bilan quadriennal des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 9.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan quadriennal des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Un bilan quadriennal de surveillance des eaux souterraines doit être réalisé et être transmis à l'inspection des installations classées avant le 31 mars / N+1 pour le bilan qui couvre la période (N-3 ; N). Le prochain bilan devant parvenir à l'inspection des installations classées concerne la période 2020 - 2023. [...]
Constats : L'exploitant a fourni le « Bilan quadriennal de la surveillance des eaux souterraines 2020 - 2023 » en date du 31 mars 2024. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Fourniture FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II: a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008
Constats : L'inspection a demandé à consulter la fiche de données de sécurité (FDS) du SH 1020. L'exploitant a été en mesure de présenter cette FDS en salle, et celle-ci est également présente à proximité immédiate du stockage. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Langue FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.
Constats : La FDS du SH 1020 fournie par l'exploitant est bien rédigée en français. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Coordonnées fournisseur FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.3
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : Le fournisseur de la fiche de données de sécurité, qu'il s'agisse du fabricant, de l'importateur, du représentant exclusif, d'un utilisateur en aval ou d'un distributeur en aval, doit être identifié. Il y a lieu de préciser son adresse complète et son numéro de téléphone, ainsi que l'adresse électronique d'une personne compétente responsable de la fiche de données de sécurité.
Constats : La FDS fournie par l'exploitant indique les coordonnées du fournisseur du produit, et notamment : l'adresse complète et son numéro de téléphone, ainsi que l'adresse électronique d'une personne compétente. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Mise en œuvre des recommandations indiquées dans la FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; [...]
Constats : L'exploitant utilise le SH1020 dans les conditions indiquées comme « utilisations pertinentes » sur la FDS, à savoir pour la lutte contre l'entartrage et la corrosion. Les moyens d'extinction préconisés sont présents à proximité des zones à risque (extincteur au CO2, extincteur à poudre de classe ABC). Les conseils et préconisations sur le stockage de la substance sont respectés, à l'exception de la préconisation sur la présence d'absorbeur servant en cas de déversement. Non-conformité : Il est demandé à l'exploitant de se conformer aux préconisations de la FDS et de prévoir la présence de produit absorbant à proximité immédiate de la zone de stockage du produit.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Etiquetage CLP

Référence réglementaire : Règlement européen du 31/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, Contenu des étiquettes
Prescription contrôlée : Article 17 Règles générales 1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants: a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs; b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage; c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18; d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19; e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20; f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21; g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22; h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25. 2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des États membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, sauf si le ou les États membres concerné(s) en disposent autrement. Les fournisseurs peuvent utiliser sur leurs étiquettes plus de langues que celles qui sont prescrites par les États membres, à condition que les mêmes renseignements apparaissent dans toutes les langues utilisées.
Constats : Il est vérifié que l'étiquette du SH1020 comprend l'ensemble des informations prévues par la prescription ci-dessus. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite